



ENTREPRISE DE SERVICES A LA PERSONNE

- Les dispositions au titre du plan de développement des compétences, de l'alternance et du CPF s'appliquent aux entreprises adhérentes relevant de la convention collective n°3370, IDCC 3127 et sont valables du 01/01/2019 au 31/03/2019
- Pour toutes les actions démarrant à compter du 01/01/2019
- Les actions de formation peuvent être réalisées en interne et/ou par des organismes enregistrés sur Data Dock https://www.data-dock.fr/ et notre catalogue de référence
 - Plan de développement des compétences
 - Contrat de professionnalisation
 - Pro A- Action de promotion ou reconversion par alternance
 - 4 Tutorat
 - **Compte Personnel de Formation**

Les demandes doivent être envoyées 30 jours avant le début de la formation

Pour toute structure créée en cours d'année ou sans masse salariale en 2018, possibilité d'effectuer une demande de prise en charge sous condition d'un versement volontaire de 300€ HT

Vous pouvez consulter notre site Internet et télécharger tous les documents utiles: https://www.agefos-pme.com/espace-telechargement

Les critères de prise en charge sont applicables dans le cadre des orientations de la Section Professionnelle Paritaire, validés par le Conseil d'Administration National d'AGEFOS PME et dans la limite des ressources disponibles de l'OPCO Ces critères sont susceptibles d'être modifiés en cours d'année.







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ENTREPRISES DE 1 À 49 SALARIÉS (1/2)

Consultez notre site Internet et téléchargez les fiches pratiques et le formulaire de demande de prise en charge sur:

https://www.agefos-pme.com/entreprise/plan-de-developpement-des-competences



Contribution légale (1 à 49 ETP) : 1700€

Soit par <u>exemple</u> pour le coût pédagogique d'une action <u>non éligible CNSA</u>:

- -<u>Pour une action inférieure ou égale à 2833</u>€, prise en charge des coûts pédagogiques à 100% (dont 1700€ soit 60% sur le plafond légal et le solde soit 40% sur la conventionnelle hors plafond de la branche)
- -<u>Au-delà de 2833</u>€, prise en charge des coûts pédagogiques à 40%, les 60% restant seront appelés en versement volontaire

Contribution Conventionnelle (+11 ETP uniquement): 65% du versement HT (NB : Déduction faite de la participation aux frais de services de l'OPCO, le montant mis à la disposition de l'adhérent est de 60,45% de montant brut versé par l'entreprise au titre de la contribution conventionnelle)



Coûts pédagogiques :

• Action non éligible CNSA :

60% pris en charge par AGEFOS PME (légale/conventionnelle dans le cadre du plafond)40% pris en charge par AGEFOS PME (conventionnelle hors plafond de la branche)

• Action éligible CNSA :

50% pris en charge par la CNSA

50% pris en charge par AGEFOS PME (légale/conventionnelle dans le cadre du plafond)

Coûts salariaux (si subrogation de paiement)

- Pour les moins de 11 salariés : Pris en charge dans la limite de 8€/h ou si action éligible CNSA financé dans la limite de 10€/h : 50% CNSA et le solde sur la conventionnelle hors plafond (cf. liste annexe 1)
- Pour les 11 et plus : pas de prise en charge sauf si action éligible CNSA alors prise en charge dans la limite de 10€/h : 50% CNSA et le solde sur la conventionnelle dans le cadre du plafond (cf. liste en annexe 1)



TYPES DE DÉPENSES

- Salaires bruts chargés (uniquement pour les -11 salariés)
- Salaires bruts chargés (uniquement pour les actions éligibles à la CNSA) pour les 1 à 49 salariés

Reliquats & Formation Interne

Pas de prise en charge

A noter: Les formations hors temps de travail sont limitées à 30 heures par an et par salarié (hors accord d'entreprise ou de branche fixant une autre limite) et ne donnent plus droit au versement de l'allocation formation



FORMATIONS ÉLIGIBLES

- Domaines de formation :
 Actions Prioritaires & Actions Transverses
 (cf. annexe 3)
- VAE
- Bilan de Compétence







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ENTREPRISES DE 1 À 49 SALARIÉS (2/2)



■ Dans le cadre du plafond :

 - Permis B: Financement à hauteur de 50% du coût réel dans la limite de 1 000€ (dans le cadre du plafond)

Hors plafond :

- DISAP: financement des 500 h prise en charge à hauteur de 32€/h (coûts pédagogiques uniquement). Pour toute inscription ou demande de renseignement, se rapprocher de la FESP
- Master SAS (KBS): financement des 378 h prise en charge à hauteur de 35€/h (coûts pédagogiques uniquement). Pour toute inscription ou demande de renseignement, se rapprocher de la FEDESAP.



ACTIONS COLLECTIVES DE LA BRANCHE (hors plafonds)

Les partenaires sociaux de la branche des entreprises de services à la personne, se mobilisent avec l'appui d'AGEFOS PME et proposent une offre de formations collectives diversifiée de courte durée et déployée en région (cf. liste en <u>annexe</u> 4). Conditions financières :

- participation de l'entreprise de 50€/action/stagiaire
- Prise en charge 100% des coûts pédagogiques et un forfait salaires plafonné à 10€/h/stagiaire

Δ noter ·

Pour les entreprises de 300 ETP et plus, les inscriptions sont limitées à 3 stagiaires par SIRET



Catalogue ACCES FORMATION – Actions Transverses

Un large choix de formations cofinancées, répondant à l'essentiel des besoins d'une TPE/PME:

www.acces-formation.com

Conditions financières: participation de l'entreprise à hauteur de 50€/jour/stagiaire*

- * Conditions privilégiées pour les adhérents à la <u>Garantie Formation</u>. Pour plus d'information, contactez votre conseiller formation
- Actions prioritaires nationales prises en charge à 100%, sur les thèmes suivants:
- Formation à la conduite des entretiens professionnels
- Manager et prévenir les risques psycho-sociaux
- Qualité pour les OF/CFA
- Mettre en place une démarche d'égalité professionnelle
- Numérique
- Savoir gérer le handicap en entreprise
- Réussir ses recrutements
- Connaître les fondamentaux du règlement européen sur la protection des données personnelles
- Certificat CLEA







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE CONTRIBUTION CONVENTIONNELLE ENTREPRISES PLUS DE 50 SALARIÉS (1/2)

Consultez notre site Internet et téléchargez les fiches pratiques et le formulaire de demande de prise en charge sur:

https://www.agefos-pme.com/entreprise/plan-de-developpement-des-competences



Contribution conventionnelle:

65% du versement HT (NB : Déduction faite de la participation aux frais de services de l'OPCO, le montant mis à la disposition de l'adhérent est de 60,45% de montant brut versé par l'entreprise au titre de la contribution conventionnelle)



Coûts pédagogiques :

100 % du coût réel dans la limite du plafond de ressources de l'Entreprise

Si action éligible CNSA (cf. liste en annexe 1)

cofinancement à hauteur de 50% sur les fonds CNSA, le solde sur la conventionnelle dans la limite du plafond de ressources de l'Entreprise

Coûts salariaux:

Prise en charge dans la limite du plafond ressources de l'Entreprise

Pas de cofinancement CNSA

Frais annexes:

Selon barème annuel (cf. <u>annexe</u> 2) dans la limite du plafond de ressources de l'Entreprise
Pas de cofinancement CNSA



Reliquats (uniquement sur les coûts pédagogiques)

- Reste à charge contrat de professionnalisation
- Reste à charge PRO A
- □ Reste à charge CPF

Formation Interne

Pas de prise en charge



- Domaines de formation :
 Actions Prioritaires & Actions Transverses
 - (cf. annexe 3)
- VAE
- Bilan de Compétence







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE CONTRIBUTION CONVENTIONNELLE ENTREPRISES PLUS DE 50 SALARIES (2/2)



■ Dans le cadre du plafond :

- Permis B : Financement à hauteur de 50% du coût réels dans la limite de 1000€ (dans le cadre du plafond)

Hors plafond :

- DISAP: financement des 500 h prise en charge à hauteur de 32€/h (coûts pédagogiques uniquement). Pour toute inscription ou demande de renseignement, se rapprocher de la FESP
- Master SAS (KBS): financement des 378 h prise en charge à hauteur de 35€/h (coûts pédagogiques uniquement). Pour toute inscription ou demande de renseignement, se rapprocher de la FEDESAP.



Catalogue ACCES FORMATION – Actions transverses

Un large choix de formations cofinancées, répondant à l'essentiel des besoins d'une TPE/PME : www.acces-formation.com

Conditions financières pour les 50 à 299 salariés: participation de l'entreprise à hauteur de 50% des coûts pédagogiques négociés*

* Conditions privilégiées pour les adhérents à la <u>Garantie Formation</u>. Pour plus d'information, contactez votre conseiller formation



Les partenaires sociaux de la branche des entreprises de services à la personne, se mobilisent avec l'appui d'AGEFOS PME et proposent une offre de formations collectives diversifiée de courte durée et déployée en région (cf. liste en <u>annexe</u> 4).

Conditions financières :

- Participation de l'entreprise de 50€/action/stagiaire
- Prise en charge 100% des coûts pédagogiques et un forfait salaires plafonné à 10€/h

A noter:

Pour les entreprises de 300 ETP et plus, les inscriptions sont limitées à 3 stagiaires par SIRET







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION (1/2)

Consultez notre site Internet et téléchargez les fiches pratiques et le Cerfa sur:

https://www.agefos-pme.com/entreprise/contrat-de-professionnalisation



- Jeunes de 16 à 25 ans révolus souhaitant compléter leur formation initiale
- Demandeurs d'emploi de 26 ans et plus
- Bénéficiaires de minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), allocation de solidarité spécifique (ASS), allocation aux adultes handicapés (AAH) ou allocation de parent isolé (API) pour les DOM
- Personnes ayant bénéficié d'un contrat unique d'insertion (CUI) en CDD ou CDI

> Sont considérés comme prioritaires, les publics suivants :

- Personnes âgées de moins de 26 ans qui n'ont pas validé un second cycle de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel (collège et lycée)
- Demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi quel que soit leur âge (contrat nouvelle chance) et les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus (contrat nouvelle carrière)
- Bénéficiaires de minima sociaux : RSA, ASS, AAH, API
- Personnes ayant bénéficié d'un CUI en CDD ou CDI



> Les forfaits couvrent les :

- Frais pédagogiques (actions de positionnement, accompagnement, évaluation et de formation)
- Rémunérations
- Cotisations et contributions sociales légales et conventionnelles,
- Frais de transport et d'hébergement



> Durée du contrat

6 à 12 mois. Celle-ci peut être portée:

- Jusqu'à 36 mois pour les publics prioritaires
- Jusqu'à 24 mois pour certains bénéficiaires et certaines qualifications définis par accord de branche

> Durée de la formation, positionnement, évaluation et accompagnement:

Entre 15 % et 25 % de la durée totale du contrat, sans être inférieure à 150 heures.

Le temps de formation ne peut dépasser 25 à 40 % maximum du temps de travail effectif.



> Le contrat de professionnalisation doit viser une seule qualification :

- Voir liste des actions éligibles (cf. <u>annexe 5</u>)
- * A noter : Si autres formations, passage obligatoire en SPP



Il est désormais possible de signer, à titre expérimental et sous certaines conditions, des contrats de professionnalisation permettant d'acquérir des compétences définies conjointement par l'entreprise et AGEFOS PME (en tant qu'OPCO), en accord avec le salarié







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION (2/2)



Forfait de **15€** HT / heure / stagiaire



Les coûts pédagogiques (CP) non couverts par le contrat de professionnalisation peuvent être pris en charge sur la contribution conventionnelle, dans la limite du plafond de l'entreprise de plus 50 salariés

Pas de prise en charge des reliquats pour les entreprises 1 à 49 salariés



Inclus dans la durée totale de l'action de professionnalisation, dans la limite de 10% de la formation et de 60h maximum





Quota annuel cumulatif:

- Nb de contrats **max***/entreprise :
- Enseigne de 1 à 1000 ETP : 100 contrats
- Enseigne de 1001 ETP et plus : 200 contrats
- Formation en mode FOAD/E-learning:
- Agence/Etablissement de 50 salariés : 1 contrat max.*
- Agence/Etablissement de + 50 salariés : 2 contrats max.*
- *A noter : Si dépassement, passage en SPP obligatoire

Financement subordonné à la désignation d'un tuteur.



Actions éligibles à titre expérimental : formations à destination des responsables établissement d'accueil du jeune enfant

- Forfait de 9,15€ HT / heure / stagiaire
- Forfait de 15€ HT / heure / stagiaire pour les publics prioritaires
- Heures d'accompagnement et d'évaluation:
 Forfait de 2 400€

Niveau de formation	Moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 26 ans	Plus de 26 ans
Inférieur au BAC Professionnel ou titres professionnels équivalents (code 42 et infra sur le Cerfa)	55% du SMIC	70% du SMIC	Minimum SMIC ou 85%
Qualification au moins égale à celle d'un BAC Professionnel ou d'un titre ou diplôme à finalité professionnelle de même niveau (code 41 et + sur le Cerfa)	65% du SMIC	80% du SMIC	du salaire conventionnel







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE

PRO A: ACTION DE PROMOTION OU DE RECONVERSION PAR L'ALTERNANCE

Consultez notre site Internet et téléchargez les fiches pratiques et le formulaire de demande de prise en charge sur:

https://www.agefos-pme.com/entreprise/pro-a



• Les salariés en contrat à durée indéterminée n'ayant pas atteint un niveau de qualification sanctionné par une certification professionnelle enregistrée au répertoire national des certifications professionnelles et correspondant au grade de la licence



FORMATIONS ÉLIGIBLES

Une certification:

Voir liste des actions éligibles (cf <u>annexe</u> 5)

Le niveau de certification visé doit être identique ou supérieur à celui détenu par le salarié.

* A noter : Si autres formations passage obligatoire en SPP obligatoire.



TAUX DE PRISE EN CHARGE

Forfait de **15€** HT / heure / stagiaire plafonné à 2250 € par action.



TYPES

DE DÉPENSES

> Les forfaits couvrent les :

 Frais pédagogiques (actions de positionnement, accompagnement, évaluation et de formation)



FINANCEMENTS PARTICULIERS

 Accompagnement à la VAE: prise en charge à hauteur de 18€/h sur les coûts pédagogiques
 Durée minimale de la formation : 150h



CONDITIONS PARTICULIÈRES

Quota annuel cumulatif:

- Nb d'actions max*/entreprise :
- Enseigne de 1 à 1000 ETP : 100 contrats
- Enseigne de 1001 ETP et plus : 200 contrats
- Formation en mode FOAD/E-learning:
- Agence/Etablissement de 50 salariés : 1 contrat max.*
- Agence/Etablissement de + 50 salariés : 2 contrats max.*

*A noter : Si dépassement passage en SPP obligatoire.

Financement subordonné à la désignation d'un tuteur.



Les coûts pédagogiques (CP) non couverts par la PRO A peuvent être pris en charge sur la contribution conventionnelle, dans la limite du plafond de l'entreprise de plus de 50 salariés.

Pas de prise en charge des reliquats pour les entreprises 1 à 49 salariés.



Les actions de positionnement, d'évaluation, d'accompagnement et d'enseignement représentent entre 15% et 25% (sans pouvoir être inférieures à 150 heures) de la durée de l'action de professionnalisation, laquelle doit être comprise entre 6 et 12 mois et peut être allongée à 36 mois pour les publics prioritaires.







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE TUTORAT

Consultez notre site Internet et téléchargez les fiches pratiques et le formulaire de demande de prise en charge sur:

https://www.agefos-pme.com/entreprise/tutorat



> Le tuteur doit:

- Être salarié volontaire,
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans une qualification en rapport avec l'objectif de professionnalisation visé,
- Encadrer 3 alternants maximum sur site

L'employeur peut assurer lui-même le tutorat, dans ce cas, il doit remplir les conditions de qualification et d'expérience et assurer le tutorat à l'égard de 2 alternants maximum



TAUX DE PRISE EN CHARGE FORMATION TUTEUR

Forfait de **15€ HT** / heure / stagiaire, de 7 à 40 heures



TYPES DE DÉPENSES FORMATION TUTEUR

> Les forfaits couvrent les :

- Frais pédagogiques,
- · Rémunérations,
- Cotisations et contributions sociales légales et conventionnelles,
- Frais de transport et d'hébergement



Pas de prise en charge



Durée de validité d'une formation tuteur :

- Certificat de compétences en entreprise "Exercer le rôle de tuteur en entreprise" (inscrit au Répertoire Spécifique) : validité de 5 ans
- Formation tuteur classique (attestation de formation uniquement, sans certificat à l'issue): pas de durée de validité imposée







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

Consultez notre site Internet et téléchargez les fiches pratiques et le formulaire de demande de prise en charge sur:

https://www.agefos-pme.com/entreprise/compte-personnel-de-formation



 Tout salarié dès son entrée dans la vie active jusqu'à son départ à la retraite



Demande d'un salarié autonome (hors temps de travail) ou avec l'accord de l'entreprise (pendant ou hors temps de travail):

Au réel, suite à la monétisation dans la limite du crédit disponible du compteur CPF et uniquement sur les coûts pédagogiques

Financement spécifique

Certification CLEA:

450€ pour l'évaluation initiale et 250€ pour l'évaluation finale



ABONDEMENT

Abondement possible, à hauteur des droits acquis par la personne, dans la limite du coût réel de la formation pour 3 types de formation :

- . L'accompagnement à la VAE
- . Le bilan de compétences
- . La certification CLEA



POUR PLUS D'INFORMATIONS

> Rendez-vous sur le site officiel de la Caisse des Dépôts et Consignation:

https://www.moncompteactivite.gouv.fr/cpa-public/



- Une certification enregistrée au RNCP ou bloc de compétences définit au RNCP
- Une certification inscrite au Répertoire Spécifique
- L'accompagnement à la VAE
- Le bilan de compétences
- Le permis B et permis poids lourd
- Les actions créateurs/repreneurs d'entreprise
- Les actions dans le cadre du Compte Engagement Citoyen (CEC)



Les coûts pédagogiques (CP) non couverts par le CPF peuvent être pris en charge sur la contribution conventionnelle, dans la limite du plafond de l'entreprise de plus de 50 salariés.

Pas de prise en charge des reliquats pour les entreprises 1 à 49 salariés.



CONSEIL ENÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

> Service gratuit

Le conseil en évolution professionnelle (CEP) est un dispositif d'accompagnement gratuit, personnalisé et

confidentiel. Il est proposé à toute personne souhaitant faire le point sur sa situation professionnelle et établir un projet d'évolution professionnelle s'il y a lieu (reconversion, reprise ou création d'activité...). Il est assuré par des conseillers d'organismes habilités







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE

ANNEXE 1



FORMATION ÉLIGIBLES à la CNSA (convention 2018-2020)



Suite à la signature d'une convention avec la CNSA (handicap / dépendance), des dispositions particulières sont proposées sur le Plan de Développement des Compétences, la PRO-A et la POEC

Axe 1 – Mise en œuvre d'actions de formation de qualification des salariés intervenants et encadrants

Actions inscrites au RNCP

Cet axe vise les formations certifiantes, qualifiantes ou diplômantes reconnues au RNCP Ces formations longues sont accessibles via la dispositif de la PRO-A (<u>cf fiche PRO A</u>) ou par un accompagnement à la VAE dans le cadre du CPF ou du Plan de Développement des Compétences

NB: Co-Financement de 50% du coût pédagogique

Axe 2 – Mise en œuvre d'actions de formation de professionnalisation

Actions SAP inscrites aux catalogues des AGEFOS PME Territoriales

Mise en œuvre d'une offre de formation collective inter-entreprises par les AGEFOS PME territoriales (cf catalogues des AGEFOS PME Territoriales et conditions d'accès)

NB: Co-Financement de 50% du coût pédagogique

Axe 3 - Parcours d'accès à l'emploi

Actions de Préparation opérationnelle à l'emploi (POEC)

Rapprochez-vous de votre AGEFOS PME territoriale.

Axe 4 – Actions de formation de professionnalisation des salariés

Actions de formation (individuelles)

Permettre aux salariés de suivre tout module de formation visant l'acquisition et/ou le développement des compétences des salariés (intervenant ou encadrant) en matière d'accompagnement des personnes dépendantes et des personnes handicapées à leur domicile

<u>NB</u>: Co-Financement de 50% du coût pédagogique

Pour les entreprises de 1 à 49 salariés : Co- Financement possible de 50% des salaires plafonnés à 10 €/h (soit 5 €/h max)

Pour les thèmes éligibles, sont visés notamment l'accompagnement fin de vie, la bientraitance - la maltraitance, l'ergonomie au poste de travail (gestes et postures), l'alimentation adaptée, la manutention, la mobilité

Mais aussi la mise en place de formations thématiques en lien avec les évolutions du secteur et les plans nationaux et schémas départementaux de politique publique, sont visés notamment la prise en charge de la dépendance, le handicap, la maladie d'Alzheimer et maladies associées

Liste non exhaustive des actions déjà cofinancées par la CNSA :

Alimentation adaptée ; Analyse des pratiques professionnelles ; Aspirations endotrachéales ; Bientraitance — Maltraitance Certificat d'acteur prévention secours du secteur de l'aide et du soin à domicile (APS ASD ; Démarche Snoezelen ; Encadrement des intervenants ; Entretien du cadre de vie ; Ergonomie au poste de travail ; Gym adaptée ; Handicap ; Maladie d'Alzheimer et maladies associées ; Manutention et mobilité des personnes dépendantes ; Médiation artistique ; Méthodologie de soi ; Certificat d'acteur prévention des risques liés à l'activité physique Secteur sanitaire et social (PRAP 2S) ; Premiers secours ; Prévention de la solitude et isolement ; Prévention des chutes ; Prévention des risques d'AVC ; Prise en charge de la dépendance ; PSC1 ; Psychologie de la personne âgée ; Relation d'aide par le toucher ; Soins d'hygiène corporelle ; Spécialisation gérontologie ; SST ; Liste non exhaustive







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE ANNEXE 2



Adoption des barèmes de remboursement 2019 des frais de déplacement pour les stagiaires de la formation

Frais d'hôtel (Paris, DOM, étranger): 80 €
Frais d'hôtel (province): 75 €
Frais de repas: 19 €
Forfait séminaire (Paris): 195 €
Forfait séminaire (province): 156 €
Indemnités kilométriques: 0,44/km







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE

ANNEXE 3



Domaines de formation

Plan de Développement des Compétences

DOMAINES DE FORMATION CŒUR DE MÉTIER	RÉFÉRENCE
SANTEÉ- MÉDICO SOCIAL-SANITAIRE	. Diététique
SERVICE A LA PERSONNE	. Maintenance, entretien et vigilance à domicile . Petits travaux de jardinage . Prestations de petit bricolage . Assistance administrative à domicile . Assistance informatique à domicile . Préparation de repas à domicile . Soutien scolaire à domicile . Collecte et livraison de linge repassé à domicile . Livraison de repas et de courses à domicile . Eco-conduite . Garde d'enfants
AUXILIAIRE VIE SOCIALE	 . Aide à la mobilité et transport de personnes dépendantes . Assistance aux personnes âgées, et aux personnes handicapées . Garde-malade . Soins d'esthétique à domicile aux personnes dépendantes
AIDE MÉDICO- SOCIALE	. Addiction . Maltraitance . Relation aide
LOGISTIQUE / TRANSPORT / MANUTENTION	. Gestes et postures . Conduite auto PERMIS B
QUALITÉ, HYGIÈNE, SÉCURITÉ, ENVIRONNEMENT (QHSE)	 . PSC1, SST, PRAP, APS ADS, AP ASD, HACCP . Certification Labellisation Qualité (dont Certphyto) . Hygiène . Qualité . Qualité Sécurité Hygiène Agroalimentaire

DOMAINES DE FORMATION TRANSVERSES	RÉFÉRENCE
ADMINISTRATIF / SECRÉTARIAT	. Accueil . Administratif / Secrétariat
BUREAUTIQUE	. Bureautique (pack office)
RESSOURCES HUMAINES	. Ressources Humaines
COMPTABILITÉ / GESTION / FINANCE	. Comptabilité. Gestion entreprise. Gestion financière. Transmission entreprise
COMMERCIAL / VENTE / MARKETING	. Relation client. Gestion commerciale. Marketing
COMMUNICATION / INFORMATION	. Communication, information, création site internet
DÉVELOPPEMENT PERSONNEL ET PROFESSIONNEL	 Développement personnel et professionnel Efficacité personnelle Expression écrite
ÉNERGIE	. Electrotechnique . Habilitation électrique
INFORMATIQUE	. Informatique
JURIDIQUE	. Droit . Droit Fiscal . Marché public
LANGUES	. Langues
MANAGEMENT /	. Direction d'entreprise
CONSEIL / AUDIT	. Management / Tutorat
BATIMENT	. Domotique (classé dans bâtiment second œuvre)







ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE

ANNEXE 4



Liste des Actions Collectives de la Branche

Thémes	Intitulés de formation	
IA		
	Garder un enfant de plus de 3 ans	
	Accompagnement des Auxiliaires de puériculture	
Accueil et Garde d'enfant	Accompagnement des Educateurs de Jeunes Enfants	
	Accueil d'un enfant Handicapé dans un établissement de	
	garde collective d'enfants Analyse des Pratiques	
	Animer des activités adaptées à l'age de l'enfant	
	Bientraitance des enfants	
	Connaissance et développement (affectif, cognitif,	
	psychomoteur, sensoriel) du jeune enfant 0-3 ans	
	Eveil Culturel et Artistique du Jeune Enfant	
	La communication gestuelle	
	Organiser et animer une journée	
	à plusieurs enfants	
	Préparer des repas adaptés à l'âge des enfants	
	Règles & Limites du Jeune Enfant - Comment gérer	
	l'agressivité	
	Gestion du stress et des conflits	
Compétences transversales des intervenants à domicile	Organiser sa prestation au domicile du particulier	
	Savoir être et positionnement professionnel	
	Adapter son enteprise et son accomapgnement aux	
	changements règlementaires	
	Commercialiser les services d'une structure SAP	
Encadrement	Conduire son évaluation externe	
	Conduire son évaluation interne	
	Elaborer son projet de service	
	Fidéliser ses salariés et éviter le turnover et l'absentéisme	
	Gérer le stress et les conflits	
	Gestion d'un établissement de garde collective d'enfants La mise en œuvre de la Loi ASV	
	Les risques psychosociaux, savoir les appréhender et	
	structurer sa prévention	
	Management d'équipe dans un établissement de garde	
	collective d'enfants	
	Management d'équipe en structure SAP	
	Mettre en place un projet personnalisé d'accompagnement	
	Optimiser ses recrutements	
	Entretien du Cadre de vie	
*	Entretien du linge	
Entretien du cadre de vie	Petit bricolage	
	Petit jardinage	
	Techniques de repassage	
	Les fondamentaux usages du numérique pour l'intervenant	
	à domicile/Initiation bénéficaire en perte d'autonomie	
Numérique	Les fondamentaux usages du numérique pour l'intervenant	
	à domicile Intervenant à domicile : comment initier le bénéficaire au	

Thémes	Intitulés de formation
Thémes Prévention des risques professionnels	Intitulés de formation Certiphyto Gestes d'urgence adaptés à la Petite Enfance Gestes et Postures en établissement de garde collective d'enfants HACCP Préparation du certificat "acteur prévention secours - aides et soins à domicile (APS / ASD) — spécialisation garde d'enfants Préparation du certificat "Acteur prévention secours - Aides et soins à domicile" (APS/ASD) Préparation du certificat "Animateur prévention - aides et soins à domicile (AP / ASD) Préparation du certificat "prévention des risques lies a l'activité physique petite enfance" (PRAP PE) Préparation du certificat "prévention des risques lies a l'activité physique" (PRAP) Préparation du certificat "Sauveteur secouriste du travail" (SST)
	Prévention des risques domestiques Prévention Risque Routier Prévention secours civiques niveau 1 (PSC1)
∂.	Accompagner les personnes dépendantes Accompagner les personnes en fin de vie Aide à l'hygiène à domicile
Services aux personnes dépendantes	Animer des activités adaptées aux capacités des personnes dépendantes Appréhender le handicap de l'adulte Aspiration-endotrachéale Bientraitance de la personne âgée dépendante et/ou handicapée - Prévenir la Maltraitance Communiquer avec l'équipe soignante et la famille Comprendre et accompagner les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et troubles apparentés Connaitre les pathologies de la dépendance Ergonomie, mobilisation des personnes agées ou handicapées Faire face aux comportements agressifs Gérer le deuil et la fin de vie Hygiène de vie et l'alimentation de la personne agée ou en perte d'autonomie La relation d'aide Le handicap physique et mental Prévenir la dénutrition Prévention accident vasculaire cérébral (AVC) et perte d'autonomie Prévention de l'isolement S'occuper d'un enfant autiste S'occuper d'un enfant en situation de handicap



numérique





ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE

ANNEXE 5



Liste des Formations éligibles au contrat de professionnalisation et à la PRO A



		INTITULÉ DIPLÔME	Nb d'heures maximum accordées par la branche	Code RNCP	Contrat Pro	Pro A
Certifications Intervenants à domicile Liste exhaustive (*) Eligible CNSA	NIVEAU 3 (anciennement Niveau V)	- Titre Professionnel Assistant de Vie aux Familles (ADVF) * - Diplôme d'Etat d'Accompagnement Educatif et Social (AES) * - Mention complémentaire Aide à domicile (MCAD) * - Titre Assistant Maternel / Garde d'enfants - Titre Employé familial * - Titre Assistant de vie dépendance *	600 Heures sur 1 an ou 900h sur 2 ans 450 Heures A préciser 550 Heures 550 Heures 550 Heures 550 Heures 550 Heures 550 Heures 427 Heures	28048 4821 25467 718 17914 17799 17800 10236 2817 17163 316	OUI	OUI
	NIVEAU 4 (anciennement Niveau IV)	- BAC Professionnel - Diplôme d'Etat de Technicien d'Intervention Sociale et Familiale (DETISF) *	1 000 Heures 950 Heures	- 4503	OUI	OUI
Certifications Support / Encadrement (*) Eligible CNSA	NIVEAU 5 (anciennement Niveau III)	 BTS Services et prestations en secteur sanitaire et social (SP3S) * Titre d'Entrepreneur de la Petite Entreprise (TEPE) Responsable de secteurs dans les SAP (max : 450h) * Educateur Jeunes enfants 	Nombre d'heures au réel plafonné au référentiel de l'Education Nationale ou RNCP sauf titre responsable de secteur dans les SAP	5297 6930 25574	oui	OUI
	NIVEAU 6 (anciennement Niveau II)	 DISAP* Certifications au moins de niveau II enregistrée au répertoire national des certifications professionnelles prévu à l'article L.335-6 du code de l'éducation attestant de compétences dans le domaine de l'encadrement ou de la direction (CAFERUIS ou licence professionnelle Management des établissements d'accueil du Jeune enfant) Infirmiers diplômé d'Etat Puéricultrices (spécialité de l'IDE) 	500 Heures		oui	NON
	NIVEAU 7 (anciennement Niveau I)	- Master SAS (KBS)*	378 Heures	17992	OUI	NON
	١	Certifications transverses (RH, Finance, Informatique) inscrites au RNCP	Nombre d'heures au réel plafonné au référentiel de l'Education Nationale ou RNCP			

